



Veille des Etats d'Europe centrale et balte

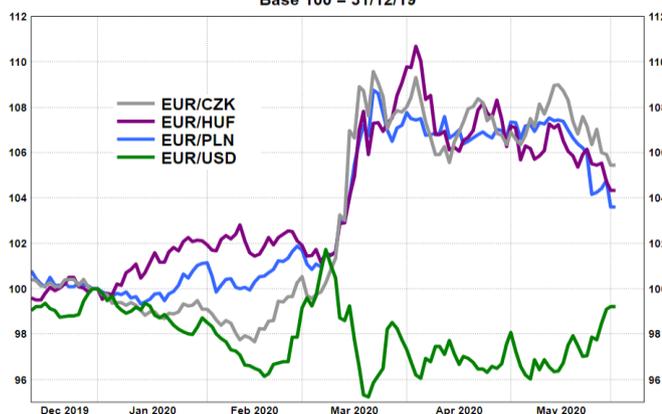
N° 05/2020

Du 5 mai au 1^{er} juin 2020

Ensemble de la zone

MARCHES FINANCIERS

Evolution des devises à taux flottant de la zone contre l'euro
Base 100 = 31/12/19



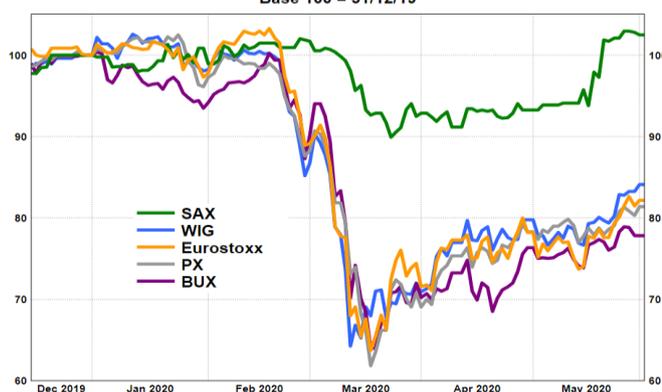
Source: Refinitiv Datastream/ SER de Varsovie

Clôtures au	01/06/2020	25/05/2020	Variation hebdomadaire (%)	Depuis fin 2019 (%)
EUR/PLN*	4,40	4,50	-2,22	3,40
EUR/HUF*	345,00	351,05	-1,72	4,21
EUR/CZK*	26,80	27,23	-1,58	5,42
EUR/USD*	1,11	1,09	1,83	-0,98
WIG20	48647,15	46412,32	4,82	-15,88
BUX	35875,71	35210,60	1,89	-22,15
PX	907,62	882,00	2,90	-18,65
Eurostoxx	3077,92	2971,60	3,58	-9,55
Spread PL-10	163,60	190,90	-14,30	-27,35
Spread HU-10	237,30	253,80	-6,50	4,68
Spread CZ-10	119,40	126,30	-5,46	-34,50

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

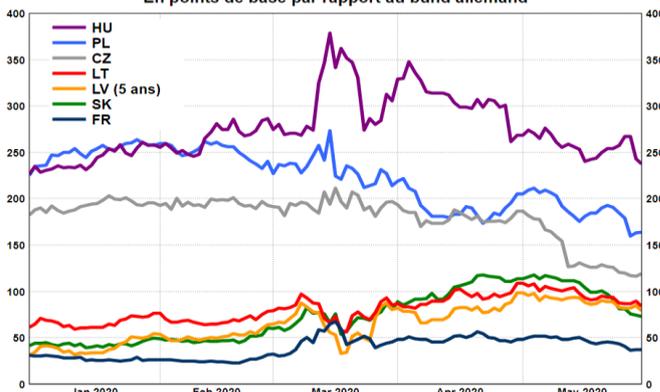
Source : Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Evolution des indices boursiers
Base 100 = 31/12/19



Source: Refinitiv Datastream/ SER de Varsovie

Rendement des obligations souveraines à 10 ans
En points de base par rapport au bund allemand



Source: Refinitiv Datastream/ SER de Varsovie

Taux d'intérêt (%)

Zone euro	Rép. tchèque	Pologne	Hongrie
Taux de refinancement au jour le jour*	0,00	Taux repo (de refinancement à 2 semaines)* 0,25 (-75pb)	Taux de refinancement à 1 semaine* 0,1 (-40pb)
Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,50	Taux de facilité de dépôt au jour le jour 0,05	Taux de facilité de dépôt au jour le jour 0,00 (-50pb)
Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour	0,25	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour) 1 (-100pb)	Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour et à une semaine 0,5 (-50 pb)
Réserves obligatoires	1,00	Réserves obligatoires 2,00	Réserves obligatoires 0,90
		Réserves obligatoires 0,50	Réserves obligatoires -0,05
			Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour et à une semaine 0,90
			Réserves obligatoires 1,00**

* Taux directeur, ** plus de pénalités en cas de non respect du ratio de réserves obligatoires
Sources : Banques centrales

**AFFAIRES EUROPEENNES**

- **De nombreuses autorités européennes ont commencé à procéder à un allègement des mesures de restriction et à un déconfinement** (Allemagne, Italie, Espagne, France, pays d'Europe centrale et balte). Cette tendance devrait être poursuivie au mois de juin si la situation sanitaire le permet. Plusieurs pays ont commencé à rouvrir leurs frontières au mois de mai, mais cela reste marginal et ne concerne qu'un nombre limité de pays. La libre circulation a, par exemple, été réintroduire au sein des Etats baltes pour les citoyens de ces trois Etats à partir du 15 mai.
- **La Commission européenne a présenté le 27 mai sa proposition de plan de relance d'un montant de 750 Mds d'euros, empruntés en commun.** Sur cette somme, 250 Mds d'euros devraient être prêtés et 500 Mds devraient être transférés par le canal du budget européen aux Etats membres les plus affectés par la crise épidémique. La Commission prévoit de commencer à rembourser ses dettes à partir de 2028, et ce jusqu'en 2058. La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a évoqué la possibilité d'augmenter les contributions nationales, de réduire les dépenses, ou de trouver des ressources propres à l'UE telles que l'instauration d'une taxe digitale, afin de rembourser cette dette européenne. A plus court terme, les modalités et le montant de ce plan de relance font débat entre les différents Etats membres.
- **Dernières prévisions économiques de la Commission européenne.**
 - **Selon les prévisions économiques du printemps 2020, l'économie de la zone euro devrait enregistrer une contraction record de 7,8 % en 2020, et croître de 6,3% en 2021. L'économie de l'Union européenne devrait se contracter de 7,5% en 2020 et enregistrer une progression de 6% en 2021.** Les prévisions de croissance pour l'UE et la zone euro ont été revues à la baisse d'environ 9 points de pourcentage par rapport aux prévisions économiques de l'automne 2019. Le choc qui a frappé l'économie de l'UE est symétrique dans la mesure où tous les États membres sont touchés et devraient subir une récession cette année, mais la baisse de la croissance en 2020 (de -4,3 % en Pologne à -9,8% en Grèce) comme la vigueur du rebond en 2021 devraient être très hétérogènes. La reprise économique dans chaque État membre dépendra non seulement de l'évolution de la pandémie dans le pays en question, mais aussi de la structure de son économie et de sa capacité à réagir à l'aide de politiques de stabilisation. Les économies de l'UE étant interdépendantes, la dynamique de la reprise dans chaque État membre aura également des effets sur la force de la reprise dans les autres États membres.
 - **Le chômage devrait augmenter, mais les politiques mises en place devraient limiter cette hausse.** Bien que les mesures de chômage partiel et de soutien aux entreprises ainsi que les subventions salariales devraient permettre de limiter les pertes d'emplois, la pandémie de Covid-19 aura de graves conséquences sur le marché du travail. Le taux de chômage de la zone euro devrait augmenter, passant de 7,5 % en 2019 à 9,3 % en 2020, avant de retomber à 8,5 % en 2021. Le taux de chômage de l'ensemble de l'UE devrait aussi être en hausse, passant de 6,7 % en 2019 à 9 % en 2020, avant de redescendre à environ 8 % en 2021. Le chômage augmentera beaucoup plus fortement dans certains États membres que dans d'autres. Ceux qui comptent un pourcentage élevé de travailleurs sous contrat de courte durée ainsi que ceux dont une forte proportion de la main-d'œuvre dépend du tourisme sont particulièrement vulnérables. Pour les jeunes sur le point d'entrer sur le marché du travail, trouver un premier emploi sera également plus difficile.
 - **Une chute brutale de l'inflation attendue en 2020.** Les prix à la consommation devraient fortement diminuer cette année, en raison de la baisse de la demande et de la chute brutale des prix du pétrole, dont l'effet conjugué devrait plus que compenser la hausse du prix de certains produits particuliers provoquée par les ruptures d'approvisionnement liées à la pandémie. Selon l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), l'inflation dans la zone euro est maintenant attendue à 0,2 % en 2020 et à 1,1 % en 2021. L'inflation pour l'ensemble de l'UE devrait s'établir à 0,6 % en 2020 et à 1,3 % en 2021.
 - **Les mesures décisives qui ont été mises en place provoqueront une hausse des déficits publics et de la dette.** Les États membres ont réagi de manière radicale en prenant des mesures budgétaires



visant à limiter les dommages économiques causés par la pandémie. Les stabilisateurs automatiques, comme les versements de prestations de sécurité sociale, auxquels viennent s'ajouter des mesures budgétaires discrétionnaires, devraient entraîner une hausse des dépenses. En conséquence, le déficit public agrégé de la zone euro et de l'UE devrait passer de 0,6 % du PIB en 2019 à environ 8,5% en 2020, avant de retomber à environ 3,3% en 2021. Le ratio dette publique/PIB, qui suivait une tendance à la baisse depuis 2014, devrait également augmenter. Dans la zone euro, il devrait passer de 86 % en 2019 à 102,8 % en 2020, avant de retomber à 98,8 % en 2021. Dans l'UE, il devrait passer de 79,4 % en 2019 à environ 95 % cette année, avant de redescendre à 92 % l'année prochaine.

- **Les estimations préliminaires tablent sur une baisse du PIB de 3,8% dans la zone euro et de 3,3% dans l'UE au 1^{er} trimestre de l'année**, Eurostat le 15 mai. Ce sont les plus fortes baisses observées depuis 1995. Le mois de mars a eu un impact significatif sur ces résultats, en raison de l'introduction des premières mesures de confinement dans les Etats membres. En rythme annuel, la croissance économique a diminué de -3,2% dans la zone euro et de -2,6% dans l'UE au premier trimestre de l'année 2020, après une hausse respective de 1% et de 1,3% au trimestre précédent.
- **Les estimations préliminaires tablent sur une baisse de l'emploi de 0,2 au sein de la zone euro et de l'UE au 1^{er} trimestre de l'année par rapport au dernier trimestre de l'année 2019**, Eurostat le 15 mai. C'est la première baisse observée depuis 2013. Le taux d'emploi a augmenté de 0,3% au cours du dernier trimestre de 2019.
- **Baisse de la production dans le secteur de la construction de 14,1% dans la zone euro et de 12% dans l'UE au mois de mars**, Eurostat le 19 mai. L'introduction des premières mesures de confinement au mois de mars a eu un impact significatif sur l'activité dans le secteur de la construction entre le mois de février et d'avril. En rythme annuel, la production dans le secteur de la construction a diminué en avril de 15,4% dans la zone euro et de 13,4% dans l'UE.
- **Déclin du volume de vente au détail de 11,2% dans la zone euro et de 10,4% dans l'UE entre février et mars 2020**, Eurostat, le 6 mai. Au sein de la zone euro, le volume des ventes au détail a diminué de 23,1% concernant les biens non-alimentaires, et de 20,8% pour le carburant automobile, tandis qu'il a augmenté de 5% pour les biens alimentaires, les boissons et le tabac. Au sein de l'UE, le volume des ventes au détail a diminué de 21,3% pour les biens non-alimentaires, et de 19,3% pour le carburant automobile, tandis qu'il a augmenté de 4,7% pour les biens alimentaires, les boissons et le tabac.
- **Excédent des échanges de marchandises de 28,2 Mds d'euros dans la zone euro et de 22,2 Mds d'euros dans l'UE au mois de mars**, Eurostat, le 15 mai. En mars 2020, les mesures de restriction imposées par les Etats membres de l'UE et dans le monde ont eu un impact significatif sur les échanges commerciaux de marchandises. Les premières estimations concernant la zone euro indiquent que les exportations s'établissent à 193,3 Mds d'euros en mars, une baisse de 6,2% par rapport au mois de mars 2019 (206,1 Mds d'euros). Les importations en provenance du reste du monde s'élèvent à 165 Mds d'euros, une chute de 10,1% par rapport à la même période de l'année précédente. En conséquence, la zone euro a enregistré un surplus commercial de marchandises de 22,7 Mds d'euros par rapport au mois de mars 2019. Les échanges au sein de la zone euro sont tombés à 153,3 Mds d'euros en mars, soit un niveau inférieur de 12,1% par rapport à la même période de l'année précédente. Au sein de l'UE, la première estimation concernant les exportations de marchandises de l'UE vers le reste du monde s'établit à 167,4 Mds d'euros en mars, une baisse de 10,2% par rapport au mois de mars de l'année précédente (186,4 Mds d'euros). Les importations vis-à-vis du reste du monde s'élèvent à 145,2 Mds d'euros, une baisse de 12,2% par rapport à mars 2019 (165,4 Mds d'euros). En conséquence, l'UE a enregistré un surplus commercial de marchandises de 22,2 Mds d'euros vis-à-vis du reste du monde au mois de mars, le surplus étant de 21 Mds d'euros à la même période l'année précédente. Les échanges intra-européens ont chuté à 249,5 Mds d'euros en mars, une diminution de 7,9% par rapport à mars 2019.
- **Baisse de l'inflation annuelle qui s'établit à 0,3% dans la zone euro et à 0,7% dans l'UE au mois d'avril**, Eurostat le 20 mai. Dans la zone euro, l'inflation a diminué de 0,7% à 0,3% en rythme annuel entre mars et avril. Au sein de l'Union Européenne, l'inflation annuelle a diminué de 1,2% en mars à 0,7% en avril. Les taux d'inflation annuelle les plus bas en avril ont été enregistrés en Slovaquie (-1,3%), à



Chypre (-1,2%), en Estonie et en Grèce (-0,9%). Les taux les plus élevés ont été observés en République tchèque (3,3%), en Pologne (2,9%) et en Hongrie (2,5%). Au mois d'avril, la plus forte contribution à la hausse des prix dans la zone euro est venue des biens d'alimentation, des boissons alcoolisées et du tabac (+0,67pp), suivi des services (+0,52pp).

- **Les prix de la production industrielle sont en baisse de 1,5% dans la zone euro et de 1,4% dans l'UE à 27 en mars comparé au mois de février 2020**, Eurostat le 5 mai. Dans l'UE, les prix de la production industrielle ont décliné sur une base mensuelle de 5,5% dans le secteur de l'énergie et de 0,4% pour les biens intermédiaires. Les prix des biens d'équipements sont restés stables, tandis qu'ils ont augmenté de 0,1% pour les biens de consommation durables et non-durables. Si l'on retire le prix de l'énergie, les prix de la production industrielle ont diminué de 0,1% entre le mois de février et de mars. Sur une base annuelle, les prix de la production industrielle sont en baisse de 2,8% dans la zone euro et de 2,5% dans l'UE par rapport au mois de mars de l'année précédente. On observe une baisse notable du prix de l'énergie de 11,3% en rythme annuel dans la zone euro et de 10,7% dans l'UE.

Pologne

- **Mise en œuvre de la 3^{ème} et de la 4^{ème} étape de déconfinement**
 - 3^{ème} étape de déconfinement : A compter du 18 mai, pourront être ouverts les salons de coiffure, les salons de beauté, les bars et restaurants à condition de respecter certaines consignes d'hygiène. Certains assouplissements sont également prévus pour les activités de culture (cinémas en plein air par exemple) et de sport. A partir du 25 mai il est prévu d'organiser dans les écoles une garde d'enfants des classes 1 à 3 (sept à neuf ans) sachant qu'il s'agit d'une possibilité et non pas une obligation. Le ministère de l'Intérieur a par ailleurs annoncé que les contrôles aux frontières sont maintenus jusqu'au 12 juin.
 - 4^{ème} phase de déconfinement : A compter du 30 mai, le port d'un masque n'est plus obligatoire en plein air à condition de respecter la distanciation de 2 mètres. Les limites admissibles du nombre de personnes dans les commerces, restaurants, bars, offices postaux et églises sont supprimées. Les rassemblements jusqu'à 150 personnes, y compris les concerts en plein air, seront autorisés à condition de se couvrir le nez et la bouche et de respecter la distanciation sociale. A partir du 6 juin sera autorisée la réouverture des cinémas, théâtres, philharmonies, opéras, cirques (avec 50% des places libres). Il sera également possible d'organiser des foires et expositions tout en respectant les contraintes sanitaires.
- **Les dernières mesures économiques incluent un nouveau paquet de mesures, dénommé « bouclier anticrise 4.0 » et nouvelle baisse des taux de la Banque centrale polonaise (NBP) :**
 - **Le « bouclier anticrise 4.0 » prévoit des mesures de protection des entreprises locales des branches "essentiels pour la sécurité, la santé et l'ordre public" contre les rachats hostiles effectués par des sociétés hors UE pendant deux ans.** Vu le risque de la baisse des recettes fiscales, les collectivités voient leur barème d'endettement revus à la hausse. La banque publique BGK bénéficiera d'une dotation de 565 M PLN (132 M EUR) ce qui lui permettra de bonifier des crédits de fonds de roulement aux entreprises pour un montant de 32 Mds PLN (7,5 Mds EUR). Certains assouplissements sont prévus pour ce qui concerne le droit du travail.
 - **Nouvelle baisse des taux de la part de la Banque centrale polonaise (NBP) le 28 mai. Les taux directeurs se situent désormais à 0,1%, soit une baisse de 40 points de base, et le taux Lombard passe de 1 à 0,5%.** Depuis le début de la pandémie, les taux directeurs ont été réduits de 140 pb. La Banque centrale a également effectué un rachat d'obligations du Trésor et d'obligations bénéficiant d'une garantie du Trésor (PFR, BGK) le 27 mai dernier portant sur 14,3 Mds PLN, la valeur totale des actifs rachetés par la NBP sur le marché secondaire dans le cadre de ses instruments anti-crise ressort dorénavant à 85,4 Mds PLN au total (20 Mds d'euros). On notera par ailleurs que la NBP a annoncé l'abandon des transactions "reverse repo".



- **Dernières prévisions économiques.**
 - **Prévisions de printemps de la Commission européenne.** La Commission européenne anticipe une chute de l'activité de -4,3% en 2020, et un rebond de 4,1% en 2021 soutenu par la consommation des ménages. Le chômage devrait augmenter cette année et atteindre 7,5% en 2020, avant de redescendre à 5,3% en 2021. Le déficit devrait quant à lui bondir à 9,5% du PIB en 2020 avant de descendre à 3,8% en 2021, grâce à la reprise de l'activité économique et à la fin des programmes de soutien à l'économie. La dette publique devrait progresser de 46% du PIB en 2019 à 58,5% en 2020. Malgré une forte hausse des prix des biens alimentaires et des services au premier trimestre, l'inflation devrait se modérer et s'établir à 2,5% en 2020, en lien avec la chute des prix de l'énergie et de la demande.
 - **Prévision de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).** L'économie polonaise connaîtra en 2020 une contraction de -3,5% ; pour l'année 2021 la BERD table sur un net rebond (4%).
- **La plupart des données statistiques du 1^{er} trimestre font état d'un impact encore limité de la pandémie Covid-19 sur l'économie polonaise :**
 - **D'après une estimation préliminaire du Bureau des Statistiques GUS, la croissance au 1er trimestre 2020 était toujours positive (1,9%) en rythme annuel** quoique nettement inférieure au trimestre précédent (3,2%) et au 1er trimestre 2019 (4,8%), mais supérieure au consensus du marché (1,3%). Le PIB au 1^{er} trimestre a en revanche diminué de -0,5% par rapport au dernier trimestre de 2019.
 - **Baisse des du volume de ventes au détail de 12,6% en rythme trimestriel.**
 - **Déclin de la production industrielle de 1,3% par rapport au dernier trimestre 2019.**
 - **L'investissement (FBCF) des entreprises non-financières aux effectifs égaux ou supérieurs à 50 personnes a augmenté au 1er trimestre 2020 de 4,3%,** soit une évolution considérablement moins dynamique que lors de la période analogue de l'année précédente où l'investissement avait augmenté de 22,8%, d'après le Bureau des Statistiques GUS. Le résultat net des entreprises non-financières a augmenté au T1 2020 de 5,7% en g.a.
 - **Les exportations polonaises atteignent 59,9 Mds d'euros au 1^{er} trimestre, soit une augmentation de 1,7% en rythme annuel,** selon le bureau des statistiques (GUS). Le montant des importations s'élève à 59 Mds d'euros au premier trimestre (+0,7%). Au 2^{ème} trimestre, la croissance des exportations devrait décliner en raison de l'instauration de restrictions en Europe, et plus particulièrement dans la production automobile.
 - **La Pologne a accusé un excédent commercial de l'ordre de 0,9 Mds d'euros au 1^{er} trimestre,** d'après le Bureau des Statistiques GUS. A titre de comparaison, au 1^{er} trimestre 2019, un déficit dans les échanges de marchandises de 240 M d'euros avait été relevé. Sur les trois premiers mois 2020, les exportations polonaises ont augmenté marginalement (de 0,9% en g.a. en base zloty), à 59,9 Mds d'euros tandis que les importations ont connu un léger repli (-0,4% en g.a.), à 59 Mds d'euros.
 - **Le salaire mensuel moyen brut s'est élevé au 1^{er} trimestre 2020 à 5331,50 PLN (1295 euros),** en augmentation de 7,7% en rythme annuel, d'après le Bureau des Statistiques GUS.
 - **84 100 entreprises ont été créées au 1^{er} trimestre, soit une baisse de -11,8% sur un an,** d'après le Bureau des Statistiques GUS. Le nombre des faillites d'entreprises au 1^{er} trimestre a pour sa part diminué de -8,4% en rythme annuel et s'élève à 142.
 - **L'inflation a atteint 4,5% en rythme annuel au premier trimestre 2020.**
- **Si les données du 1^{er} trimestre 2020 étaient relativement positives, les indicateurs du mois d'avril confirment le scénario d'un fort impact du Covid-19 sur l'économie polonaise :**
 - **La production industrielle a baissé de -24,6% au mois d'avril en rythme annuel,** d'après le Bureau des statistiques GUS, soit la plus forte détérioration de cet indicateur au cours de ces 27 dernières années. Le consensus du marché portait sur une baisse considérablement moins conséquente (-11,2% en g.a.). Parmi les secteurs les plus affectés, on notera l'automobile (-78,9%), les machines et équipements (-34%) et les équipements électriques (-28%).



- **Les ventes de détail en repli de -22,9% au mois d'avril en g.a.**, d'après le Bureau des Statistiques GUS (en prix constants) alors que le consensus du marché augurait une baisse moins prononcée (-19,7%). On notera une chute vertigineuse (-63,4% en g.a.) des ventes dans l'habillement, sans doute en liaison avec la fermeture des galeries marchandes, puis celle de l'automobile (-54,4%) du carburant (-32,9%); les ventes des denrées alimentaires ont diminué pour leur part de -14,9% en rythme annuel.
- **En avril, en pleine période du confinement, le nombre des touristes a diminué de -97,5% par rapport au mois d'avril 2019.**
- **L'activité du secteur BTP/ génie civil semble peu souffrir de la crise**, la production n'ayant reculé d'après le Bureau des Statistiques GUS que de -0,9% en avril par rapport à la période analogue de l'année précédente. Sur un mois, la production de ce secteur a augmenté de 2,3%.
- **L'emploi dans le secteur des entreprises a diminué de -2,1% en avril en g.a.**, soit une baisse plus prononcée de cet indicateur que ne le prévoient les analystes (le consensus du marché portait sur -0,6%). Au cours du mois d'avril, le nombre d'emplois ETP a diminué de 153 000. Le salaire brut mensuel moyen dans le secteur des entreprises, à 5285 PLN (1237 euros) a augmenté de 1,9% en g.a., soit un résultat inférieur par rapport au consensus du marché (4,4%).
- **Le chômage est passé de 5,4% en mars à 5,8% en avril, les offres d'emploi ont chuté de 51% par rapport à avril 2019.** 19% des travailleurs ont été réduits au chômage technique ou contraints à cesser de travailler (un tiers en raison de la fermeture de leur entreprise, un quart pour garder leurs enfants). 14% ont travaillé depuis chez eux. Une dégradation est encore attendue en mai mais la situation devrait s'améliorer en juin avec le retour progressif de l'économie à un fonctionnement normal.
- **L'inflation sous-jacente se situe en avril au-dessus de la cible d'inflation de la Banque centrale** qui est de 2,5% +/- 1 point. Le taux d'inflation sous-jacente, qui fait abstraction des prix des denrées alimentaires et du carburant, ressort en avril à 3,6%, soit un niveau identique qu'en mars et supérieur au consensus du marché qui était de 3,4%.
- **Les premières données du mois de mai témoignent d'une légère amélioration de la situation économique dans plusieurs secteurs.**
 - **Lente reprise dans le secteur de l'industrie avec une production industrielle en baisse de -16,8% en rythme annuel après un déclin de -24,4% sur un an en avril.** La plupart des sites de production ont redémarré leur activité dans la deuxième partie du mois de mai, les niveaux de production restent néanmoins plus faibles par rapport au niveau d'avant crise.
 - **Après deux mois de baisse, l'emploi retrouve une croissance positive en mai avec une progression de 0,2% par rapport au mois d'avril.** En rythme annuel, le taux d'emploi reste négatif (-1,7% en rythme annuel).
 - En parallèle, on observe une **dégradation de la situation dans le secteur de la construction**, dont l'activité diminue de -3,7% en mai en rythme annuel.
- **Le déficit budgétaire cumulé sur les quatre premiers mois 2020 s'établit à 18,9 Mds PLN (4,4 Mds d'euros) alors que la loi de finances prévoyait un déficit nul pour l'exercice 2020.** D'après le ministère des Finances, en avril 2020, la sous-réalisation des recettes fiscales peut être évaluée à -32% (11,5 Mds PLN, soit 2,7 Mds d'euros) si l'on prend comme base la période analogue 2019 ; les recettes en provenance de l'impôt sur les sociétés ont baissé de -58%, celles de l'impôt sur le revenu de -32%, celles de la TVA de -22,5% et celles d'accises de -21%. Les dépenses budgétaires ont, quant à elles, augmenté en avril de 22% en g.a. (7,7 Mds PLN, soit 1,8 Md d'euros).
- **Depuis la chute brutale du WIG 20 le 12 mars, cet indice s'est apprécié de 30%** (la progression depuis le début de l'année reste toutefois négative de -15,88%). **Le zloty s'est légèrement renforcé face à l'euro (4,40 au 1^{er} juin)**, témoignant d'un retour de la confiance des investisseurs face aux perspectives de redémarrage de l'économie
- **Accueil positif des autorités polonaises concernant le plan de relance de la Commission européenne.** Le Premier ministre Mateusz Morawiecki s'est félicité d'une dimension ambitieuse du plan de la



Commission qui prévoit un CFP (Cadre financier pluriannuel) 2021-2027 à un niveau de 1,1 Md d'euros et un plan de relance de 750 Mds d'euros dont une enveloppe de 63,8 Mds d'euros serait dédiée à la Pologne (37,7 Mds d'euros sous forme de dotations et 26,1 Mds d'euros sous forme de prêts). Le communiqué de la Chancellerie du Premier ministre indique que la Pologne serait le troisième bénéficiaire de ce fonds derrière l'Espagne et l'Italie.

Hongrie

- **Levée progressive des restrictions dans tout le pays, dont Budapest, même si l'assouplissement des mesures s'est fait plus rapidement dans les comitats de région (hors Pest et Budapest).** Les restrictions en vigueur à Budapest ont été modifiées comme suit : obligation du respect de la distanciation physique de 1,5m dans les espaces clos ; port de masque obligatoire à dans les transports ; ouverture des parcs et des espaces publics (y compris aires de jeu) ; ouverture des terrasses de restaurants et cafés ; réouverture des musées en plein air et des bains ; reprise des cérémonies de culte ; possibilité de réouverture des universités. A compter du 29 mai, les restaurants et bars budapestois sont également autorisés à ouvrir leur salle intérieure, sous réserve d'une certaine distance entre les tables et du port du masque par les employés. L'autorisation avait été donnée aux établissements de province dès le 18 mai.
- **Ouverture des postes frontaliers :** l'intégralité des points de passage avec la Serbie sont d'ores et déjà ouvert, et les citoyens des deux pays mutuellement exemptés des mesures de quarantaine. Par ailleurs, les citoyens hongrois, tchèques et slovaques seront libres de circuler au sein de ces trois pays dans une limite temporaire de 48h, sans obligation de test négatif ni d'observation de quatorzaine.
- **Le Parlement hongrois devrait mettre fin à l'habilitation du gouvernement à gouverner par ordonnance.** Cette décision entrera en vigueur le 20 juin.
- **Niveau de consommation des dispositifs de soutien apportés par l'Etat : 7566 entreprises ont eu recours à ce stade à la participation de l'Etat à la rémunération de quelque 110 000 employés.** Dans le secteur de la R&D, ce taux s'élève à 574 entreprises, et 10 039 employés. La majorité des demandes provient du tourisme, du secteur manufacturier et de la logistique. Un quart des demandes provient de Budapest ou du comitat de Pest. 30% sont issues du commerce, 13,5% du secteur manufacturier, 13% du tourisme et de l'hôtellerie. Les microentreprises représentent 60% des demandes, les PME 36% et les grandes entreprises 4%.
- **Prévisions de printemps de la Commission européenne.** La Commission européenne anticipe une contraction de l'économie de 7% en 2020, suivi d'un rebond à 6% en 2021. La baisse de l'activité économique cette année devrait principalement venir de la baisse de la consommation des ménages (-6%) et de la chute de l'investissement (-18,7%). La balance courante devrait rester positive cette année en s'élevant à 1,3, avec tout de même une chute des exportations de 14% et des importations de 15%. Le taux de chômage devrait progresser à 7% en 2020 avant de redescendre à 6,1% en 2021. Le déficit public devrait se creuser et atteindre -5,2% du PIB en 2020 et -4% en 2021. La dette publique devrait augmenter à 75% du PIB cette année et à 73,5% en 2021.
- **Contraction de l'économie hongroise de -1,6% au premier trimestre 2020 par rapport au dernier trimestre de l'année passée,** selon KSH le 7 mai. Au cours de ce premier trimestre, on notera une baisse de la production de 7,2%, faisant suite à une baisse de 4,2% au dernier trimestre 2019. Le secteur du tourisme a également été impacté avec une baisse du nombre de nuitées de 70%. Le volume des ventes au détail s'établit à 7% au premier trimestre 2020 et a permis de contrebalancer le ralentissement observé dans les autres secteurs. Les ventes au détail ont été soutenues par la mise en place plus tardive de mesures de quarantaine en comparaison des autres pays de la région. En rythme annuel, la croissance du PIB reste positive au premier trimestre et s'établit à 2,2%.
- **La dette publique du premier trimestre s'élève à 65,2 % du PIB, soit à 30 838 Mds HUF (87 Mds d'euros),** selon la Banque centrale hongroise (MNB). Cela correspond à une légère augmentation par rapport au dernier trimestre 2019. Les effets de la crise covid ne sont que partiellement perceptibles dans ces données, une augmentation supplémentaire est attendue pour le deuxième et le troisième trimestre.



- **Les données de mars et d'avril témoignent d'un ralentissement de l'économie hongroise et d'une dégradation du marché de l'emploi :**
 - **Baisse de la production industrielle de 10,4% sur un mois en mars, soit une contraction de 10% sur un an**, selon le KSH le 7 mai. La contraction est plus importante que les attentes des prévisions locales les plus pessimistes et supérieure par rapport au déclin observé dans les autres pays de la région (-8,7% en République tchèque et -7,2% en Pologne). Une chute significative a été observée dans les équipements de transports. Le gouvernement s'attend à une baisse de la production industrielle supérieure pour avril à celle de mars.
 - **Augmentation du volume de ventes au détail de 4,4% en mars en rythme annuel, ralentissant en comparaison des 10,9% atteints en février**, selon le KSH. On notera une augmentation dans l'agroalimentaire (+12,7%), le non-alimentaire (+0,5%), la santé, produits médicaux, drogueries (+38%), et une baisse dans le textile, vêtements, chaussures (-51%), les produits d'occasion (-26%), les appareils informatiques, livres (-14 %), le carburant automobile (-16,7%), les pièces d'automobile (-4,6 %).
 - **Diminution respective de la valeur des exportations et importations hongroises de 7,3% et de 5,5% en mars 2020 par rapport à la même période de l'année précédente**, selon l'Office central des statistiques (KSH) le 8 mai. Le solde du commerce extérieur de marchandises (436 M d'euros) s'est détérioré de 208 M d'euros, atteignant son plus bas niveau des 12 dernières années.
 - **Selon l'Office central des Statistiques, le taux de chômage en avril est maintenant de 3,8 %, soit le taux le plus élevé depuis septembre 2018**. 22,6 % des enregistrés, soit 74 700 personnes sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an, ce qui correspond à une hausse de 8,4 % sur les 12 derniers mois. D'après les statistiques officielles, 129 000 personnes ont perdu leur emploi depuis le début de la crise.
- **Après une chute des indices de confiance au mois d'avril, le pessimisme des consommateurs semble s'atténuer en mai**. L'indice de confiance de consommateurs a beaucoup augmenté en un mois. En avril, l'indice de confiance des consommateurs GKI a baissé de 38 points, pour ensuite augmenter courant mai de 11,3 points (de -49,8 à -38,5 points). La plus grande amélioration concerne les perspectives de l'économie hongroise.
- **Brutale décélération de l'inflation en avril à 2,4% (-1,5pp) en rythme annuel**, selon le KSH le 8 mai. Cette décélération provient principalement de la chute des prix de l'énergie de 22,7% en g.a. en avril. Les prix des biens alimentaires ont augmenté de 8,7%, soutenus par une hausse des prix de la viande de porc de 28,9%. Le prix des boissons alcoolisées et du tabac a également augmenté (+7,2%). Le prix des services a augmenté quant à lui de 3%.
- **Le Forint reste relativement stable à 345 HUF pour 1 euro et s'est apprécié de 2,7% au mois de mai**. En parallèle, **la Bourse de Budapest continue de progresser mais reste à un niveau inférieur de 22% par rapport au niveau atteint en début d'année**.

République tchèque

- **Assouplissement progressif des mesures de restriction et levée le 18 mai de l'état d'urgence qui avait été instauré le 12 mars**. Le déconfinement supplémentaire a été annoncé pour le 25 mai, avec l'autorisation de rassemblements jusqu'à 300 personnes. Sous réserve de l'évolution de la pandémie, ce plafond pourrait être porté à 500 le 8 juin et 1 000 personnes le 22 juin. Le gouvernement a décidé de lever l'obligation du port du masque à l'extérieur à partir du 25 mai.
- **Ouverture des frontières**. A compter du 26 mai, tous les points de passage des frontières tchèques avec l'Allemagne et l'Autriche sont ouverts avec des contrôles aléatoires du respect de l'obligation d'un test de dépistage au Covid-19 négatif. Les citoyens de l'UE ou les ressortissants étrangers d'un Etat tiers mais ayant un permis de résidence permanente au sein de l'UE peuvent désormais séjourner pour 72h maximum sur le territoire tchèque, sous certaines conditions, et en présentant un test Covid-19 négatif à l'entrée. Les Tchèques, les Slovaques et les Hongrois pourront circuler entre les trois Etats, sans nécessité



de présenter un test Covid-19 négatif à leur retour et sans mise en quarantaine si leur séjour dans l'un ou l'autre Etat n'excède pas 48h. L'obligation d'un test négatif sera supprimée à compter du 8 juin pour les personnes revenant d'Etats dont la situation épidémiologique est considérée sans risques.

- **Dernières mesures économiques :**

- **Le gouvernement a adopté un paquet fiscal anti-crise, qui doit encore passer devant le Parlement.**

Ce paquet prévoit (i) une réduction de la TVA de 15 à 10% sur les services d'hébergement, les tarifs d'entrée aux événements culturels et sportifs, l'accès aux établissements sportifs, aux saunas et autres installations similaires et sur les tarifs des téléphériques ; (ii) une réduction de 25% de la taxe automobile pour les véhicules de plus de 3,5 tonnes, avec effet rétroactif au 1er janvier 2020 (le bénéficiaire de ces recettes fiscales, le Fonds national d'infrastructures de transport SFDI, perdrait ainsi plus de 1 Md CZK). Par ailleurs, le paquet offre aux municipalités plus d'options pour accorder des exonérations de la taxe foncière en cas de catastrophes naturelles ou d'autres crises, telles que les pandémies (avec effet rétroactif possible). Enfin, il introduit la possibilité d'imputer rétroactivement une perte fiscale pour les impôts sur le revenu des personnes physiques et morales (sur les années 2019 et 2018) et, dans le cadre du soutien aux entreprises agricoles, le délai de remboursement du trop-perçu des droits d'accise sur le « diesel vert » sera raccourci.

- **Adoption par le gouvernement du programme COVID III** (programme de prêts d'un montant maximum de 50 M CZK destinés aux entreprises comptant jusqu'à 500 employés et aux entrepreneurs individuels accordés par des banques commerciales avec une garantie par la ČMRZB d'un maximum de 90 % du principal pour les entreprises de moins de 250 employés ou de 80% pour les entreprises de plus de 250 employés et dans la limite de 30% de la valeur du portefeuille de prêts consentis par chaque banque).

- **Adoption par le gouvernement du programme CZECH RISE UP 2.0**, doté de 300 M CZK, destiné à soutenir les PME innovantes en vue du développement de solutions médicales et non médicales innovantes (recherche industrielle, développement expérimental, certification) pour gérer les conséquences de la crise.

- **Adoption d'un projet de loi par la Chambre des députés permettant aux entreprises de reporter le paiement de leurs cotisations de sécurité sociale pour la période de mai à juillet 2020, et ce jusqu'au 20 octobre 2020.** Ce report ne serait pénalisé qu'au montant d'un cinquième de la pénalité habituelle.

- **La Banque centrale (CNB) a décidé d'abaisser son principal taux directeur à partir du 11 mai, de 75 pdb à 0,25%** lors de sa réunion de politique monétaire le 7 mai. Ceci constitue la 3^{ème} baisse depuis mi-mars.

- **Dernières prévisions économiques.**

- **Prévisions de printemps de la Commission européenne.** La Commission anticipe une contraction du PIB de -6,2% en 2019, néanmoins l'économie devrait rebondir en 2021 avec une croissance de son économie prévue à 5%. Le taux de chômage devrait quant à lui atteindre 5% en 2020, soit une augmentation de 3 points de pourcentage, avant de redescendre à 4,2% en 2021. La mise en place d'une politique fiscale expansionniste devrait pousser le déficit public à 6,7% du PIB cette année, puis redescendre à 4% du PIB l'année suivante. L'augmentation du déficit public combinée à une contraction de l'économie tchèque devrait faire passer le ratio de dette publique de 30,8% du PIB en 2019 à près de 38,7% du PIB en 2020. Enfin, la Commission anticipe un ralentissement de l'inflation au cours des deux années à venir (2,3% en 2020 et 1,9% en 2021).

- **Révision du scénario central macroéconomique et budgétaire de la Banque central (CNB).** La CNB table désormais sur une récession de 8% en 2020 suivie d'un rebond à 4% en 2021 ; le déficit public s'élèverait à 4,8% du PIB en 2020 puis 3,4% en 2021 ; le taux de chômage augmenterait à 3,5% en 2020 et 4,8% en 2021.

- **Les estimations préliminaires tablent sur une contraction du PIB de -3,6% en glissement trimestriel au premier trimestre 2020 et de -2,2% en glissement annuel**, selon l'Office central des statistiques le 15 mai. Au cours du premier trimestre, la production industrielle a chuté de 11,6%, les ventes au détail



ont diminué de 11% et les ventes dans le secteur des services ont baissé de 12,5%. D'après le bureau officiel des statistiques, les plus gros contributeurs à cette contraction économique proviennent de l'investissement et des exportations.

- **Chute brutale de la production industrielle en mars de -10,8% en rythme annuel, après une baisse de 0,9% en février**, selon l'Office central des statistiques. Cela constitue la plus forte chute depuis juillet 2009. La mise en place de mesures de restriction par le gouvernement ainsi que la disruption des chaînes de valeur ont notamment conduit à un gel de la production pour de nombreuses entreprises tchèques. Les commandes ont chuté de 15,7% en mars en rythme annuel et la production industrielle de 28,3%. Au cours du premier trimestre, la production industrielle aura chuté de 11,6% par rapport au dernier trimestre de l'année.
- **Ralentissement dans le secteur de la construction qui a augmenté de 2,3% en mars en rythme annuel après une croissance de plus de 5% en février**. Au cours du premier trimestre, le secteur de la construction aura progressé de 12,2% en glissement trimestriel.
- **Effondrement des ventes au détail de 12,2% au mois de mars par rapport au mois de février**. Cette baisse concerne surtout les biens durables.
- **Soudaine baisse du surplus commercial qui atteint 30,7M d'euros en mars**. Sur un mois, les exportations ont baissé de 17,2% et les importations de 13,9%. Par rapport au mois de mars 2019, le surplus commercial s'est réduit de près d'un demi-milliard d'euros, le secteur automobile a contribué à lui seul à une baisse de 541M EUR.
- **La République tchèque est l'Etat de l'Union européenne qui a affiché le taux d'inflation le plus élevé en avril (+3,3%)**, selon Eurostat le 27 mai. Les fruits et les légumes ont en particulier connu une envolée des prix (inflation de respectivement +25,1% et +12%).
- **Reprise progressive du secteur aérien**, avec une reprise des vols, notamment entre Paris et Prague le 3 juin. Les aéroports de Brno, Ostrava, Karlovy Vary, Pardubice et de Prague-Kbely reprennent à compter du 26 mai leurs vols au sein de la zone Schengen. Jusqu'à présent, seul l'aéroport Václav Havel de Prague assurait les vols internationaux. L'aéroport de Prague a accueilli en avril 5 031 passagers, soit une baisse de 99,6% en g. a. Le total des mouvements d'aéronefs a diminué de 90,6% à 1213 vols.
- **La couronne tchèque s'est dépréciée de 5,4% depuis le début de l'année** et a atteint un point bas à 27,84 CZK/EUR le 23 mars. En parallèle, **la Bourse de Prague (PX) a chuté de 18,7% depuis le début de l'année** en repartant à la hausse à partir de mi-mars.
- **Critique du Premier ministre tchèque concernant le plan de relance de la Commission européenne**. Le Premier ministre a déclaré que le montant de ce plan (750 Mds d'euros) était bien trop important, et que, pour la première fois de son histoire, la Commission allait émettre de la dette dont le remboursement irait au-delà du CFP 2021-2027. La clé d'allocation des financements devrait être la même que pour le CFP, ce qui permettrait à la République tchèque d'en bénéficier davantage.

Slovaquie

- **Assouplissement des restrictions**. Les centres commerciaux, restaurants sans terrasse, installations sportives extérieures, cinémas et autres rassemblements publics jusqu'à 100 personnes sont autorisés à ouvrir depuis le 20 mai sous certaines conditions. Les centres de fitness sont toujours fermés. Les masques faciaux ne sont plus obligatoires en extérieur depuis le 20 mai également. Les jardins d'enfants et les classes 1 à 5 dans les écoles primaires seront ouverts le 1er juin, mais la présence des enfants sera volontaire.
- **Ouverture progressive des frontières mais maintien des contrôles jusqu'au 26 juin**. A partir du 27 mai, sans être soumis à une quarantaine obligatoire, les citoyens slovaques pourront effectuer des voyages de courte durée - aller-retour de 48 heures dans les 8 pays suivants : l'Autriche, la Hongrie, la République tchèque, la Pologne, la Croatie, la Slovénie, l'Allemagne et la Suisse.



- **Dernières mesures économiques et bilan de consommation des aides fournies :**
 - **Le gouvernement a approuvé l'extension d'un mois supplémentaire le versement des allocations de chômage**, au vu de la difficulté de trouver du travail pendant la pandémie.
 - **Le gouvernement prévoyait de fournir 500 millions d'euros d'aide aux particuliers et aux entreprises pour le mois de mars, mais la réalité est tout autre : seuls 200 millions d'euros ont été versés au total**, dont la moitié en report de paiement d'impôt. Par ailleurs, jusqu'à présent, le gouvernement a versé 143,6 millions d'euros d'aides aux entreprises et aux commerçants indépendants, dont 45,3 millions d'euros au titre du soutien à l'emploi. Les entreprises se plaignent toujours de la lourdeur de la bureaucratie. Le gouvernement veut prolonger la période d'application du soutien à l'emploi pour les mois de juin, de juillet et éventuellement d'août.
- **Prévisions de printemps de la Commission européenne.** La Commission anticipe une contraction du PIB de -6,7% en 2019, néanmoins l'économie devrait rebondir en 2021 avec une croissance de son économie prévue à 6,6%. Le taux de chômage devrait quant à lui atteindre 8,8% en 2020, soit une augmentation de 3 points de pourcentage, avant de redescendre à 7,1% en 2021. La mise en place d'une politique fiscale expansionniste devrait pousser le déficit public à 8,5% du PIB cette année, puis redescendre à 4,2% du PIB l'année suivante. L'augmentation du déficit public combinée à une contraction de l'économie lituanienne devrait faire passer le ratio de dette publique de 48% du PIB en 2019 à près de 59,5% du PIB en 2020. Enfin, la Commission anticipe un ralentissement de l'inflation au cours des deux années à venir avec une inflation de 1,9% en 2020 et 1,1% de en 2021.
- **Contraction du PIB slovaque de 3,9% au premier trimestre en rythme annuel**, selon les estimations du bureau ŠÚ. Cela constitue la deuxième plus forte baisse de l'UE (baisse moyenne de 2,6%). Par rapport au dernier trimestre 2019, le PIB s'est contracté de 5,4% au premier trimestre 2020. Cette baisse est notamment due à une chute spectaculaire des exportations. 11000 personnes ont déjà perdu leur emploi au premier trimestre de cette année en raison de la pandémie. En raison de la période de préavis, la flambée du taux chômage est attendue au deuxième et troisième trimestre 2020.
- **Chute de la production industrielle de 19,6% en glissement annuel en mars 2020**, selon l'Office des statistiques le 11 mai. Il s'agit de la baisse la plus importante depuis mai 2009. Cela résulte du fait que la Slovaquie est une économie ouverte fortement dépendante de la production industrielle et du secteur automobile. Le secteur manufacturier a particulièrement été impacté avec une baisse de 21,4% en mars en rythme annuel, principalement impacté par la diminution de la production d'équipement automobile (-38,3%). La Slovaquie devrait atteindre son plus bas niveau en avril. Les ventes de voitures en Slovaquie ont diminué en avril de 62% pour s'établir à 3 424, après une baisse de 32% en mars. Le nombre de voitures neuves immatriculées a ainsi chuté de 64,5% par rapport à avril 2019. Néanmoins, les constructeurs automobiles devraient revenir à des niveaux de production proches de ceux d'avant-crise.
- **Après deux mois de croissance, le secteur de la construction diminue de 3,1% en glissement annuel en mars et compte pour 392,4 M d'euros**, selon l'office des statistiques ŠÚ le 11 mai. Par rapport au mois de février, le secteur de la construction a vu son activité diminuer de 6,5%.
- **Les exportations slovaques de biens ont chuté de 21,6% en mars, tandis que les importations ont diminué de 14,1%**, selon l'office des statistiques ŠÚ le 7 mai. Les exportations de biens s'élèvent au mois de mars à 5304,3 M d'euros et les importations à 5790,2 Mds d'euros. La balance commerciale est en déficit (-485,9M d'euros). Les exportations de voitures ont diminué et le pétrole brut bon marché a réduit les importations. Sur le premier trimestre, les exportations ont diminué de 7,6% et les importations de 3,3%. Le déficit commercial de 223 millions d'euros qui en résulte est le pire résultat depuis 2008.
- **Baisse du volume des ventes au détail de 3,6% en mars en rythme annuel**, selon l'office des statistiques ŠÚ le 6 mai. Un déclin a été enregistré dans presque tous les secteurs, et plus particulièrement dans le commerce de détail pour les articles ménagers dans les magasins spécialisés (-27,4%).
- **Forte baisse au mois de mars du nombre de nuitées en Slovaquie (-56% par rapport à la même période de l'année précédente)**, selon l'Office des statistiques slovaque. Le nombre de visiteurs a diminué de 65% sur un an, incluant une baisse du nombre de visiteurs domestiques de 63,9% et de visiteurs étrangers de 66,9%.



- **Le chômage a atteint 6,6% en avril (5,19% en mars), le niveau le plus élevé depuis la mi-2017**, selon le bureau du travail ÚPSVR. Le nombre de demandeurs d'emploi est passé de 38 000 à 181 000 en avril 2020, soit 46000 de plus qu'au mois d'avril 2019. Le pic d'Avril montre que l'aide de l'État ne fonctionne pas. Le chômage pourrait atteindre à 9-10% cet automne et ne reviendra pas à 5% avant 2023.
- **Ralentissement du rythme de progression de l'inflation en avril**. L'augmentation des prix a atteint 2,1% en avril, ce qui était inférieur au taux des trois mois précédents en 2020. Bien que les ménages aient économisé principalement sur le carburant, les légumes, les fruits, le beurre et les pâtisseries ont été plus chers. Le taux d'inflation moyen au cours des quatre premiers mois de 2020 s'est élevé à 2,6%.
- **L'indicateur de confiance économique élaboré par le bureau des statistiques de ŠÚ est tombé en mai au plus bas niveau depuis 11 ans**. La profonde récession attendue pèse sur la confiance des entreprises et des consommateurs. Alors qu'en avril le sentiment s'est détérioré dans tous les secteurs, le mois de mai a vu une amélioration dans l'industrie (et dans les segments de la vente au détail et de la consommation dans une bien moindre mesure). Mais Les secteurs des services et de la construction ont affiché une nouvelle baisse de confiance en mai.
- **Augmentation du déficit de près de 900 M d'euros en avril, atteignant ainsi 2,418 Mds d'euros**. Le déficit a ainsi atteint près de 90% du seuil fixé précédemment pour l'année 2020 (2,768 Mds d'euros). Selon le programme de stabilité du gouvernement slovaque, le déficit des finances publiques atteindra 8,4% du PIB cette année avant de baisser à 2,9% en 2023. La dette publique tombera de 61,2% du PIB de cette année à 60,1% en 2023. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement devra adopter des mesures d'austérité d'un montant total de 7 milliards d'euros jusqu'à 2023.
- **L'agence de notation internationale Fitch a dégradé la notation de la Slovaquie de A + à A avec une perspective stable**. Selon Fitch, la pandémie entraînera une contraction de 10% du PIB et un déficit public de 7,7% du PIB en 2020.
- **Réaction favorable de la Slovaquie quant à la proposition de plan de relance de la Commission européenne**. La Slovaquie devrait recevoir plus d'argent de l'UE sur la période 2021-2027 qu'en 2014-2020. Sur le paquet de 750 milliards d'euros, la Slovaquie recevra environ 8 milliards d'euros.

ETATS BALTES

Estonie

- **Accélération du déconfinement et fin de l'état d'urgence actée le 18 mai**. Dorénavant, les rencontres en public à 10 personnes sont autorisées, puis 50 personnes à compter du 1er juin et 1000 personnes à la date du 1er juillet. Le 1er juin, les activités de divertissement reprendront mais à moins de 100 participants. Les cinémas, les casinos, les performances artistiques et les concerts pourront reprendre leurs activités à 50% de leur capacité. A compter du 1er juillet, les compétitions sportives avec du public pourront reprendre, notamment en intérieur avec utilisation de 50% des capacités et moins de 500 personnes. Le gouvernement a décidé que les restrictions concernant la venue de travailleurs étrangers resteront en vigueur après la situation d'urgence, s'appuyant sur l'argument du risque de propagation du virus. Pour rappel, les travailleurs étrangers du secteur agricole ont obtenu une extension de leur permis de travail jusqu'au 31 juillet. Les organisations professionnelles poussent pour l'ouverture des frontières. Les besoins sont estimés entre 1500 et 2000 travailleurs afin d'assurer les récoltes.
- **Ouverture progressive des frontières**. La réouverture des frontières au sein des Etats baltes sans quatorzaine obligatoire est entrée en vigueur dès le 15 mai. A compter du 1^{er} juin, les frontières avec 16 pays de l'espace Schengen seront également rouvertes, sans imposition d'une quarantaine de 14 jours. Les pays concernés sont la France, l'Autriche, la République Tchèque, la Finlande, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, la Norvège, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie et la Suisse.



- **Le gouvernement a annoncé qu'il allait emprunter de nouveau 1 Md d'euro**, au moyen de l'émission d'obligations de long terme (maturité à 10 ans). Au total, l'Estonie a emprunté 2,325 M d'euros, ce qui revient à doubler sa dette publique (environ 2,4 Mds d'euros).
- **Dernières prévisions économiques.**
 - **Prévisions de la BERD.** La Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) estime que l'économie estonienne devrait se contracter de 6%, pour un rebond en 2021 de 7%.
 - **Prévisions de printemps de la Commission européenne.** La Commission anticipe une contraction du PIB de -6,9% en 2019, néanmoins l'économie devrait rebondir en 2021 avec une croissance de son économie prévue à 5,9%. Le taux de chômage devrait quant à lui atteindre 9,2% en 2020, soit une augmentation près de 5 points de pourcentage, avant de redescendre à 6,5% en 2021. La mise en place d'une politique fiscale expansionniste devrait pousser le déficit public à 8,3% du PIB cette année, puis redescendre à 3,4% du PIB l'année suivante. L'augmentation du déficit public combinée à une contraction de l'économie lituanienne devrait faire passer le ratio de dette publique de 8,4% du PIB en 2019 à près de 20,7% du PIB en 2020. Enfin, la Commission anticipe un ralentissement de l'inflation cette année (+0,7% en g.a.), en raison d'une plus faible demande et des prix de l'énergie plus bas, avant d'accélérer à 1,7% en 2021.
- **Au 1^{er} trimestre, le PIB a baissé de -0,7% en rythme annuel**, selon l'office des statistiques estonien le 29 mai. Le PIB s'élève ainsi au premier trimestre à 6,5 Mds d'euros courants. La consommation des ménages a décéléré à 0,3%, tandis que l'investissement a décliné de -6,9% sur un an. Les exportations ont quant à elles baissé de -2,6% et les importations de -5,2%.
- **Baisse des exportations et des importations de 1% et de 2% en mars en rythme annuel**, selon l'office des statistiques estonien le 11 mai. Par rapport au premier trimestre 2019, les exportations ont décliné de 3% et les importations de 4%. Au cours du premier trimestre, la baisse des échanges a été particulièrement notable dans le secteur des équipements électriques (-21 M d'euros en g.a.) et des produits minéraux (-16 M d'euros en g.a.). Les exportations de biens s'élèvent à 1,2 Mds d'euros et les importations à 1,4 Mds d'euros au prix courant. Le montant du déficit commercial se chiffre à 150 M d'euros. La baisse des exportations en mars a été fortement impactée par le secteur du schiste bitumeux et de la transformation du bois. La baisse des importations est principalement due à une diminution de l'importation de véhicules et de circuits intégrés.
- **La fréquentation du pays par les touristes a chuté de 62% en mars**, selon l'office des statistiques estonien. 90 000 touristes sont restés dans des hébergements en Estonie en mars, pour un nombre total de 177 000. Cette baisse de fréquentation s'explique notamment par la mise en place de l'état d'urgence et de la fermeture des frontières.
- **Déclin de la production industrielle en avril de 17% en rythme annuel**, selon l'office des statistiques estonien le 29 mai. Sur un an, la production manufacturière a baissé de 15% avec une chute dans les fournitures de -40%, dans les appareils électriques de -27%, et dans les matériaux de construction de -25%. La production d'électricité en avril s'est effondrée de -53% en rythme annuel.
- **Le volume des ventes au détail diminue de 15% en avril en rythme annuel**, selon l'office des statistiques estonien le 29 mai. La baisse des ventes a été particulièrement marquée dans le textile (-72%) et dans les magasins vendant des produits manufacturiers (-24%). Entre le mois de mars et d'avril, le volume des ventes au détail a diminué de 18%.
- **Le chômage plafonne fin mai à 7,7%. L'Estonie compte désormais 50137 chômeurs, dont 21781 depuis le début de la crise.** Swedbank estime que le taux de chômage pourrait monter à 15% à l'automne, ce qui constitue une hausse particulièrement élevée par rapport aux prévisions disponibles, notamment dans le transport, le tourisme et l'industrie. Pour 2021, elle estime que ce taux devrait retomber à 8%.
- **Au 1^{er} trimestre, le taux de participation s'élève à 71,7% et le taux de chômage à 5%**, selon l'office des statistiques estonien le 15 mai. Le nombre de personnes employées s'établit ainsi à 670 300 au premier trimestre, soit une augmentation de 8 500 personnes en un an. Néanmoins, cette hausse de l'emploi en



Estonie s'est traduite par une augmentation du travail à temps partiel, avec 98 800 employés à temps partiel et 6 900 personnes sous-employés.

- **L'indice de prix à la consommation est en déclin de -0,8% sur un an en avril**, selon l'office des statistiques estoniens. Le niveau des prix a particulièrement été affecté par la baisse du prix du carburant (-12,4% en g.a.) et du diesel (-8,8%). Le prix de l'électricité est également resté particulièrement bas en raison de la crise et du temps chaud, avec un déclin de -15,1%. Les biens alimentaires n'ont pas eu un impact trop marqué sur le niveau général des prix bien qu'ils soient en hausse (+21,3% pour les fruits et légumes et +8,4% pour la viande). Par rapport au dernier trimestre 2019, le PIB a chuté de -3,7%.
- **L'agence de notation Moody's a confirmé la note A1 de l'Estonie, avec une perspective de stabilité.** Le profil de crédit du pays reste soutenu par sa faible dette publique et la croissance économique d'avant crise. L'agence estime que la contraction de l'économie sera de l'ordre de 7,8%, avec un doublement de la dette à 19% (ce qui rejoint la plupart des prévisions). Au-delà, l'agence envisage un retour à la croissance en 2021 de l'ordre de 4%, ce qui diffère de ce qu'envisagent les autorités estoniennes.
- **Divergence d'opinion en Estonie concernant la proposition de plan de relance de la Commission européenne.** Le débat interne n'est pas d'origine économique mais provient du fait qu'il y a une coalition entre modérés et extrême droite. D'un côté, l'aile extrême-droite de la coalition a critiqué vivement ce projet. De l'autre, le Premier ministre a salué la proposition, qui représente une aide de 3,3Mds d'euros pour l'Estonie. La volonté de s'orienter vers une économie plus verte, numérique et résiliente a été réitérée.

Lettonie

- **Nouvel assouplissement des mesures de restriction.** A partir du 1^{er} juin, sont autorisés les entraînements des ensembles musicaux, des chœurs, des groupes de danse amateurs de 25 personnes maximum, dans les espaces ouverts et en plein air. Une distance de 2 mètres doit être respectée. Sont autorisées les épreuves et les examens d'entrée en présentiel dans les écoles primaires, secondaires et professionnelles, ainsi que les le cours de formation pour les adultes. Sont autorisées les colonies de vacances.
- **Dernières mesures économiques :**
 - **Le 25 mai 2020, le Gouvernement letton a approuvé une « Stratégie pour le redressement de l'économie lettone après la pandémie Covid-19 ».** Cette stratégie comporte trois étapes et vise 5 domaines prioritaires : les ressources humaines, l'innovation, le développement de l'export, l'accès au financement et l'infrastructure. La première étape consiste à stabiliser la situation financière des entreprises et des citoyens pendant la crise du Covid-19. Le ministère de l'Economie estime que 2,2 Mds EUR d'investissements par an seront engagés d'ici 2023.
 - **Redéploiement du financement des fonds UE :** le Gouvernement letton a décidé le 19 mai de redéployer 500 M d'euros des Fonds européens non utilisés durant la période de programmation en cours, dont 283 M d'euros, seront utilisés pour la réalisation des projets dans le domaine des transports et 113,4 M d'euros serviront à la modernisation de l'infrastructure ferroviaire de transport de passagers et à l'achat de nouveaux trains à moteur Diesel.
 - **Aides sectorielles.** Pour faciliter la relance économique après la fin de la pandémie Covid-19, le ministère de l'Agriculture a préparé un ambitieux plan de soutien de 613 M d'euros aux agriculteurs et à l'industrie agro-alimentaire. Afin de stimuler l'activité économique dans des zones rurales, notamment dans les travaux publics, le ministère envisage de déployer 125 M d'euros pour la reconstruction des routes municipales gravillonnées et la construction des routes d'accès aux exploitations agricoles.
- **Allocation de compensation de l'inactivité.** En date du 27 mai, le Service des Revenus d'Etat (VID) a versé des allocations de compensation d'inactivité à 69 779 salariés au chômage technique. Près de 65 845 de ces bénéficiaires travaillaient dans 11 459 entreprises différentes, le solde étant constitué d'entrepreneurs indépendants. Au total 27,5MEUR ont été versés. Parmi les bénéficiaires de l'allocation :



27% des salariés viennent du secteur de l'hôtellerie et de la restauration, 16% du secteur du commerce et de la distribution, 14% de l'industrie de transformation, et 11% de la culture et des loisirs.

- **Exonérations d'impôts et aides en faveur des entreprises.** En date du 27 mai, le Service des Revenus de l'Etat a accordé des exonérations d'impôts à 9 386 entreprises pour un coût total de 163,3 MEUR. Parmi les entreprises qui ont bénéficié des exonérations d'impôts : 25% d'entreprises travaillent dans le secteur du commerce, 15% dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, 10%, le domaine de l'industrie de transformation.
- **Selon le Service des revenus d'Etat (VID), au cours des quatre premiers mois 2020, le plan de recettes fiscales a été réalisé à 98 %** et le montant de la somme collectée a représenté 3,08 Mds EUR (prévision de recettes 3,15 Mds EUR). Pour 2020, 10,5 Mds EUR en recettes fiscales sont prévus.
- **Dernières prévisions économiques.**
 - **Prévisions de printemps de la Commission européenne.** La Commission anticipe une contraction du PIB de -7% en 2019, néanmoins l'économie devrait rebondir en 2021 avec une croissance de son économie prévue à 6,4%. Le taux de chômage devrait quant à lui atteindre 8,6% en 2020, soit une augmentation près de 2 points de pourcentage, avant de redescendre lentement à 8,3% en 2021. La mise en place d'une politique fiscale expansionniste devrait pousser le déficit public à 7,3% du PIB cette année, puis redescendre à 4,5% du PIB l'année suivante. L'augmentation du déficit public combinée à une contraction de l'économie lituanienne devrait faire passer le ratio de dette publique de 36,9% du PIB en 2019 à 43,1 du PIB en 2020. Enfin, la Commission anticipe un ralentissement de l'inflation cette année (+0,2% en g.a.), en raison d'une plus faible demande et des prix de l'énergie plus bas, avant d'accélérer à 1,9% en 2021.
 - **Selon les prévisions de la BERD,** l'économie lettone devrait enregistrer une contraction de 7% en 2020, et croître de 5% en 2021. La BERD a déclaré que la Lettonie est très intégrée aux flux économiques internationaux et que la pandémie entraînera un manque à gagner important dans les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie.
 - **Selon Swedbank,** le PIB letton devrait chuter de -7,5% en 2020. En 2021, l'économie lettone devrait se redresser lentement pour atteindre une croissance de +4,3%. L'inflation annuelle moyenne en Lettonie ne devrait pas dépasser 0,1 % cette année et 1,6 % en 2021. L'impact sur le marché du travail sera progressif. Une hausse marquée du taux de chômage a été observée en avril, mais les effets auraient été plus dramatiques, si les allocations de compensation de l'inactivité n'avaient pas été mises en place. Le taux de chômage devrait monter à 9,5 % en 2020, avec un pic à 11 % au 3ème trimestre, puis diminuer progressivement pour atteindre une moyenne de 8,5 % sur l'année 2021.
- **Au 1^{er} trimestre, le PIB a diminué de 1,5% par rapport à la même période l'année précédente,** selon le Bureau des statistiques (CSB) le 29 mai. Le PIB s'élève au premier trimestre à 6,8 Mds d'euros (en prix constants). Le PIB a diminué de 2,9% par rapport au dernier trimestre de 2019.
- **Baisse de la production industrielle de -3,6% en mars sur un an,** selon le Bureau national des statistiques (CSB) le 5 mai. Le déclin est dû principalement à une baisse dans le secteur manufacturier (-3,6%), dans la fourniture de gaz et d'électricité (-4,8%) et dans l'exploitation minière (-2,1%). Entre le mois de février et de mars, la production industrielle a décliné de -4,1%.
- **Le volume de construction a progressé de 14,9% au 1^{er} trimestre par rapport à la même période en 2019, et a atteint 414,8 M d'euros,** selon le Bureau national des statistiques (CSB) le 8 mai. Le volume de construction de bâtiments a augmenté de 16,4%, des infrastructures de 16%, tandis que celui des travaux de construction spécialisés, de 9,7%. En ce qui concerne les infrastructures, le volume de construction a fortement progressé dans le secteur de construction des bâtiments hydrotechniques (+41,5%) et des infrastructures ferroviaires (+25,5%). Le nombre de permis de construire de bâtiments résidentiels délivrés lors du 1er trimestre 2020 a progressé de 13% par rapport à l'année précédente. Les trois quarts de permis de construire concernent les constructions nouvelles.
- **Le commerce extérieur de la Lettonie a atteint 6,87 Mds d'euros au 1^{er} trimestre, en toute légère hausse de 0,3% par rapport à la même période en 2019,** selon le Bureau national des statistiques



(CSB). Le volume des exportations lettones a progressé de 3,5% et a représenté 3,23Mds EUR, tandis que les importations ont diminué de 2,4% (3,64Mds EUR).

- **Sur le mois de mars, le commerce extérieur atteint 2,42 Mds d'euros, soit une baisse de 5,1% par rapport à la même période l'année passée**, selon le Bureau national des statistiques (CSB). Sur un an, le volume des exportations a diminué de 0,7% (1,1 Mds d'euros), tandis que les importations ont diminué de 8,4%.
- **Le volume des ventes au détail est en baisse en avril de 9% en rythme annuel**, selon le Bureau des statistiques (CSB) le 28 mai. Le chiffre d'affaire a particulièrement diminué dans l'alimentaire (-3,5%), le non-alimentaire hors carburant (-14,9%), et pour le carburant (-5,3%), l'habillement (-56,5%). Par rapport à avril 2019, la croissance la plus notable du chiffre d'affaire a été enregistrée dans les appareils électroménagers (30%), l'e-commerce (25,1%), le pharmaceutique (3,2%).
- **Au 1er trimestre 2020, le nombre d'arrivées de visiteurs lettons et étrangers dans les hébergements touristiques lettons représentait 399 500 personnes, -13,1% par rapport à la même période en 2019.** Le nombre de clients étrangers atteignait 255 100 personnes, en diminution de 15,5%, tandis que le nombre des clients lettons, 144 400 personnes, -8,7% par rapport à janvier-mars 2019.
- **Le secteur des services financiers et de l'assurance a décliné de 4,6% en rythme annuel au 1^{er} trimestre**, selon le Bureau national des statistiques (CSB) le 28 mai. Les services financiers ont chuté de 9,4% sur un an tandis que les assureurs et fonds de pension ont vu leur activité diminuer de 0,7%.
- **A la fin de mois d'avril 2020, le taux de chômage enregistré en Lettonie était de 8%, en augmentation de 1,2 point de pourcentage par rapport au niveau du mois précédent**, selon l'agence d'Etat pour l'emploi. 10991 chômeurs supplémentaires ont été enregistrés depuis fin mars et le nombre total des personnes au chômage a atteint 72 917.
- **Le salaire moyen brut a progressé de 6,6% au 1^{er} trimestre 2020 par rapport à la même période en 2019 et a atteint 1100 euros** selon le Bureau des statistiques (CSB) le 27 mai. Les métiers liés aux différents services (coiffeurs, visagistes, techniciens-réparateurs, etc.) ont vu les plus fortes augmentations de leur rémunération au 1er trimestre 2020, avec une hausse constatée de +12,8%. Suivent les secteurs des soins médicaux et du BTP, avec +11,5% et 8,9% de hausse respectivement. Le salaire moyen des fonctionnaires municipaux des municipalités situées autour de Riga a augmenté de +10,2%.
- **L'indice des prix à la consommation a baissé de 0,5% en avril par rapport à mars.** Toutefois, en glissement annuel, les prix ont progressé de 2,3%.
- **Reprise du secteur aérien.** Depuis le 18 mai, la compagnie aérienne nationale Air Baltic a repris les vols internationaux vers Tallinn et Vilnius, ainsi que les vols spéciaux vers Oslo et Francfort. La reprise des vols directs au départ de Riga vers Helsinki et Munich a débuté le 25 mai 2020, et vers Berlin, à partir du 1^{er} juin. Malgré la reprise des vols, la compagnie Air Baltic devrait être très impactée par la crise. Son chiffre d'affaires est anticipé à moins de 200 M d'euros en 2020, contre un chiffre d'affaires anticipé avant la crise à 580M d'euros.
- **La Lettonie est très favorable au plan de relance proposé par la Commission européenne, et voit d'un œil positif l'entrée dans un « fédéralisme budgétaire ».** 4,5Mds d'euros devraient être fournis à la Lettonie par ce plan de relance (2,9 Mds d'euros en subventions et 1,6 Mds d'euros de prêts du fond de relance européen).

Lituanie

- **Le gouvernement a prolongé la quarantaine au 16 juin tout en assouplissant son régime.** Depuis le 14 mai, il n'est plus obligatoire de porter un masque dans les lieux publics (sauf marchés, transports publics, événements publics). Les cafés, bars et restaurants peuvent recevoir des clients en intérieur à partir de lundi 18 mai. Reprise des cours des écoles du pays (les écoles primaires reprendront le 25 mai et les autres au 1er juin). Les horaires de travail des cafés et des bars seront légèrement rallongés (jusqu'à 23h) et il sera possible d'organiser des événements intérieurs et extérieurs avec certaines restrictions (300 personnes en extérieur et 100 en intérieur à partir du 1 juin ; 500 et 150 à partir du 16 juin).



- **Ouverture des frontières.** Levée des contrôles aux frontières au sein des Etats baltes depuis le 15 mai sans quatorzaine obligatoire ou présentation d'un test-Covid négatif.
- **Dernières mesures économiques :**
 - **Plan ADN de la future économie :** L'objectif principal de ce plan appelé « *ADN de la future économie* » est d'investir rapidement dans la reprise économique et la croissance afin de transformer l'économie en économie durable. Une fois approuvé par le gouvernement, ce plan aboutira à des investissements à hauteur de 6,3 Mds d'euros dans l'économie d'ici un an et demi, grâce au financement du budget de l'Etat combiné avec les fonds européens.
 - **Aide au secteur agroalimentaire.** Le gouvernement a approuvé le financement à hauteur de 174 M d'euros destiné à réduire les répercussions négatives de la pandémie de coronavirus et de la quarantaine sur le secteur agricole et alimentaire. Il est prévu que sur ces 174 MEUR, la plus grosse partie (120 M d'euros) sera allouée au secteur laitier.
- **Dernières prévisions économiques.** Les prévisions de printemps de la Commission européenne anticipent une contraction du PIB de -7,9% en 2019, néanmoins l'économie devrait rebondir en 2021 avec une croissance de son économie prévue à 7,4%. En raison de la baisse de la demande extérieure et de la fermeture des frontières, les exportations et les investissements devraient être les deux composants du PIB à être les plus touchés. Le taux de chômage devrait quant à lui atteindre 9,7% en 2020, soit une augmentation de 3 points de pourcentage, avant de redescendre à 7,9% en 2021. La mise en place d'une politique fiscale expansionniste devrait pousser le déficit public à 6,9% du PIB cette année, puis redescendre à 2,7% du PIB l'année suivante. L'augmentation du déficit public combinée à une contraction de l'économie lituanienne devrait faire passer le ratio de dette publique de 36,3% du PIB en 2019 à près de 48,5% du PIB en 2020. Enfin, la Commission anticipe un ralentissement de l'inflation cette année (+0,8% en g.a.), en raison d'une plus faible demande et des prix de l'énergie plus bas, avant d'accélérer à 1,5% en 2021.
- **Au cours du premier trimestre 2020, les exportations de biens lituaniens ont diminué de 0,5% en glissement annuel, et les importations de 3,3%.** Les postes d'exportation les plus touchés sont les produits pétroliers (-30,3%) et les engrais (-16,4%). En revanche, les exportations de voitures ont augmenté de 14% durant la période concernée.
- **Au cours du mois d'avril la demande de travail a chuté de 28% par rapport au mois précédent, soit -45% en glissement annuel.** Premier signe positif : le taux de chômage s'est stabilisé à 11,5% au cours des deux premières semaines de mai.
- **Le taux de chômage s'est stabilisé à 11,5% dans le courant du mois de mai (contre 9,3% à la mi-mars).** L'augmentation du nombre de personnes en chômage a ralenti récemment pour s'établir à 200 000 ; toutefois, le nombre de personnes qui cherchent activement un emploi (s'y ajoutent les étudiants, les retraités) a augmenté progressivement tout au long du mois de mai pour atteindre 406 000.
- **Réaction favorable des autorités lituaniennes à la proposition du plan de relance de la Commission européenne.** Le président lituanien évalue également positivement les dispositions du paquet proposé, qui représente la plus grande injection financière de l'histoire du pays avec un financement de 6,3 Mds d'euros (2,4 Mds d'euros sous forme de prêts et 3,9 Mds sous forme de dotations). Le Président se réjouit que le projet donne accès aux instruments de ce Fonds à tous les États membres de l'UE et apprécie la promotion de l'économie verte et durable, la numérisation et l'innovation. Pour le ministre, il est aussi important qu'un financement supplémentaire pour la reprise économique soit fourni parallèlement, et non aux dépens, au prochain cadre financier pluriannuel de l'UE.



LEXIQUE

cjo : corrigé des effets de calendrier

cvs : corrigé des variations saisonnières

g.a. : glissement annuel

g.t. : glissement trimestriel

IPC(H) : indice des prix à la consommation (harmonisé)

IPI : indice de la production industrielle

IPP : indice des prix à la production

PECO(B) : pays d'Europe centrale et orientale (balte)

PIB : produit intérieur brut

pb : points de base

pp : points de pourcentage

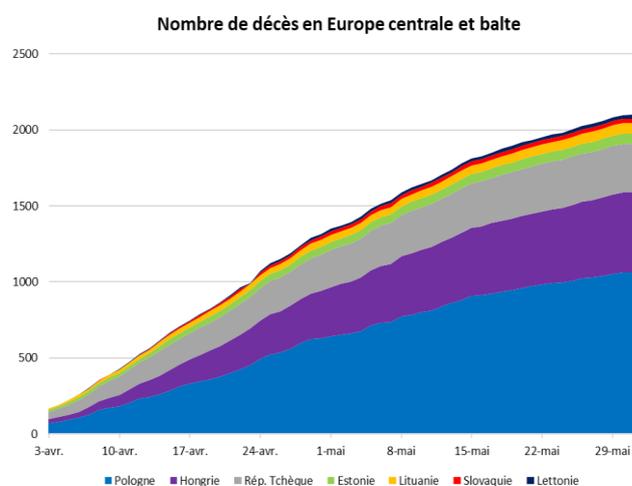
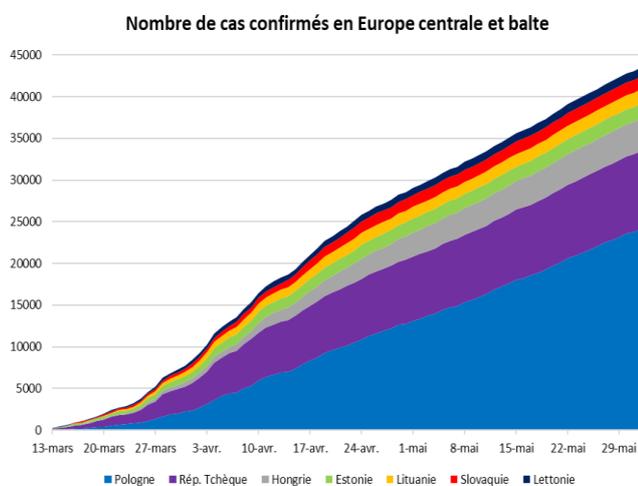
volume : à prix réels (donnée mesurée aux prix de l'année précédente chaînés)



SITUATION EPIDEMIOLOGIQUE EN EUROPE CENTRALE ET BALTE

	Situation épidémiologique au 01/06/20				
	Cas confirmés	Décès	Morts par millions d'habitant	Tests effectués	Population*
Pologne	24 164	1 074	28,3	931 520	38
Hongrie	3 921	527	49,3	189 969	10,7
République tchèque	9 140	321	32,8	442 866	9,8
Slovaquie	1 522	28	5,1	167 562	5,5
Estonie	1 851	68	52,3	84 157	1,3
Lettonie	1 071	24	12,6	109 723	1,9
Lituanie	1 678	70	25,0	309 725	2,8

Source: Ministère de la santé de chaque pays et presse locale ; *Eurostat, 2019




PREVISIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE ET NOTATIONS

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie							
PIB (variation N/N-1 en %)*														
2019	4,1	4,9	2,6	2,3	4,3	2,2	3,9							
2020	-4,3	-7,0	-6,2	-6,7	-6,9	-7,0	-7,9							
2021	4,1	6,0	5,0	6,6	5,9	6,4	7,4							
Inflation (variation annuelle)*														
2019	2,1	3,4	2,6	2,8	2,3	2,7	2,2							
2020	2,5	3,0	2,3	1,9	0,7	0,2	0,8							
2021	2,8	2,7	1,9	1,1	1,7	1,9	1,5							
Chômage (% population active)														
2019	3,3	3,4	2,0	5,8	4,4	6,3	6,3							
2020	7,5	7,0	5,0	8,8	9,2	8,6	9,7							
2021	5,3	6,1	4,2	7,1	6,5	8,3	7,9							
Solde public (% PIB)														
2019	-0,7	-2,0	0,3	-1,3	-0,3	-0,2	0,3							
2020	-9,5	-5,2	-6,7	-8,5	-8,3	-7,3	-6,9							
2021	-3,8	-4,0	-4,0	-4,2	-3,4	-4,5	-2,7							
Dettes publique brute (% PIB)														
2019	46	66,3	30,8	48,0	8,4	36,9	36,3							
2020	58,5	75,0	38,7	59,5	20,7	43,1	48,5							
2021	58,3	73,5	39,9	59,9	22,6	43,7	48,4							
Solde courant (% PIB)														
2019	0,4	-0,9	0,7	-2,6	2,3	0,6	3,5							
2020	0,6	1,3	-1,5	-2,9	1,1	1,1	2,2							
2021	0,9	1,5	-1,0	-2,4	2,2	1,2	2,9							
Notation de la dette souveraine														
Agences	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.
S&P	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	AA-	Positive	A+	Stable	A+	Stable
Moody's	A2	Stable	Baa3	Stable	Aa3	Stable	A2	Stable	A1	Stable	A3	Stable	A3	Positive
Fitch	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A	Stable	AA-	Stable	A-	Stable	A	Stable

* Prévisions de printemps 2020

Copyright

 Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Varsovie. (adresser les demandes à varsovie@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.


 Service Économique Régional de Varsovie
 Ambassade de France en Pologne

www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/pologne
twitter.com/FranceEcoPoland

Rédigé par Eloïse VILLANI et Cezary TOBOJA, en collaboration avec les services économiques de la région

Validation : Benoît GRESS

Version du 03/06/2020